

# DOCUMENTS DE SÉANCE

1969 - 1970

2 FÉVRIER 1970

DOCUMENT 221

## Rapport

fait au nom de la commission juridique

sur la proposition de la Commission  
des Communautés européennes au Conseil  
(doc. 119/69) relative à une directive concernant  
le rapprochement des législations des États membres  
relatives aux compteurs de liquides autres que l'eau

Rapporteur : M. Bermani

*Par lettre du 6 octobre 1969, le président du Conseil a consulté le Parlement sur une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux compteurs de liquides autres que l'eau (doc. 119/69).*

*Par décision du Parlement en date du 9 octobre 1969, cette directive a été renvoyée à la commission juridique*

*Le 24 octobre 1969, M. Bermani a été désigné rapporteur*

*Le 27 janvier 1970, la commission juridique a adopté à l'unanimité, en présence de la Commission des Communautés, le rapport de M. Bermani qu'elle a chargé de faire un exposé des motifs oral au Parlement.*

*Étaient présents. MM. Deringer, président, Merchiers, deuxième vice-président, Bermani, rapporteur, Alessi, Armengaud, Behrendt (suppléant M. Dehousse), Boertien, Burger, Carcassonne, De Gryse, Dittrich, Lautenschlager et Memmel (suppléant M. Lucius).*

La commission juridique soumet au vote du Parlement européen la proposition de résolution suivante :

### Proposition de résolution

**portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux compteurs de liquides autres que l'eau**

*Le Parlement européen,*

- vu la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil <sup>(1)</sup>,
- consulté par le Conseil conformément à l'article 100, paragraphe 2, du traité instituant la C.E.E. (doc. 119/69),
- vu le rapport de la commission juridique (doc. 221/69),

1. Prend acte du fait que la Commission des Communautés propose au Conseil de prendre une directive relative aux compteurs de liquides autres que l'eau, et que c'est là un pas de plus vers l'harmonisation des législations nationales en matière d'instruments de mesurage qui vise à contribuer à un fonctionnement plus parfait du marché commun, en application du programme général du 28 mai 1969 en vue de l'élimination des entraves techniques aux échanges résultant de disparités entre les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres <sup>(2)</sup>;

2. Déplore que :

- a) Le Conseil de ministres n'ait pas respecté la date du 1<sup>er</sup> janvier 1970 pour la mise en œuvre de la première phase de son programme général aux termes duquel la directive générale sur les instruments de mesurage aurait, entre autres, dû être adoptée;
- b) Les trois directives d'application présentées en même temps que la directive générale <sup>(3)</sup> n'aient, trois ans environ après la consultation du Parlement <sup>(4)</sup>, pas non plus été adoptées, bien qu'elles fussent inscrites dans la deuxième phase du programme général (délai d'adoption: 1<sup>er</sup> juillet 1970);
- c) De toutes les séries de directives inscrites dans la deuxième phase du programme général, seules cinq des huit directives prévues en matière d'instruments de mesurage <sup>(5)</sup> ont été présentées dans les délais (avant le 1<sup>er</sup> janvier 1970),
- d) La solution d'harmonisation retenue dans la directive en cause soit la solution optionnelle et non la solution totale. Il estime, en effet, qu'il aurait été beaucoup plus opportun et simple de fixer une date précise à laquelle chaque État membre aurait été tenu d'abroger les dispositions techniques nationales relatives aux instruments similaires qui ne sont pas de type C.E.E., comme cela avait été établi de façon beaucoup plus cohérente dans la directive générale de 1966;

<sup>(1)</sup> J.O. n° C 136 du 24 octobre 1969, p. 1.

<sup>(2)</sup> J.O. n° C 76 du 17 juin 1969.

<sup>(3)</sup> Il s'agit des trois directives relatives :

a) aux thermomètres médicaux à mercure en verre du type maximum,

b) aux poids parallélépipédiques de précision moyenne de 5 à 50 kg,

c) aux poids cylindriques de précision moyenne de 1 g à 10 kg (doc. 61/66 et J.O. n° 182 du 12 octobre 1966).

<sup>(4)</sup> Rapport Berkhouwer, doc. 14/67, et la résolution qui y est jointe

<sup>(5)</sup> Outre la présente directive et celle sur les instruments de pesage à fonctionnement non automatique (doc. 120/69), il s'agit des trois directives mentionnées précédemment.

3. Souhaite qu'afin de compenser le retard intervenu dans l'application du calendrier du programme général, la présente directive et toutes les autres qui ont déjà été présentées soient adoptées par le Conseil avant le 1<sup>er</sup> juillet 1970, même si elles sont inscrites dans la troisième phase;

4. Approuve, sous réserve des observations formulées ci-dessus, la proposition de directive soumise à son examen;

5. Charge son président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission des Communautés européennes.

---

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

---

**Proposition de directive du Conseil**  
**concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux compteurs**  
**de liquides autres que l'eau**

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu les dispositions du traité instituant la Communauté économique européenne et notamment celles de l'article 100,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que dans les États membres la construction ainsi que les modalités de contrôle des compteurs de liquides font l'objet de dispositions impératives qui diffèrent d'un État membre à l'autre et entravent de ce fait les échanges de ces instruments; qu'il faut donc procéder au rapprochement de ces dispositions;

considérant que la directive du Conseil du ....  
..... concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux instruments de mesurage a défini la portée des instruments de mesurage de type C.E.E. ainsi que les procédures d'approbation de modèle C.E.E. et de vérification primitive C.E.E.; que conformément à cette directive, il y a lieu de fixer les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les compteurs de liquides pour pouvoir être considérés de type C.E.E. ainsi que les contrôles applicables;

considérant que pour permettre l'utilisation immédiate de ces instruments dans des ensembles de mesurage de liquides, il convient de procéder d'ores et déjà à l'harmonisation des dispositions nationales concernant les erreurs maximales tolérées sur ces ensembles,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

*Article 1*

La présente directive s'applique aux compteurs volumétriques de liquides autres que l'eau dans lesquels le liquide provoque le mouvement de parois mobiles de chambres mesureuses et qui permettent de mesurer des volumes quelconques.

*Article 2*

1. On entend par compteur volumétrique de liquides de type C.E.E. un instrument composé uniquement d'un dispositif mesureur et d'un dispositif indicateur qui correspond aux prescriptions fixées à l'annexe <sup>(1)</sup> de la présente directive.

2. On entend par ensemble de mesurage de liquides, aux fins de la présente directive, un instrument de mesurage comportant, en dehors du compteur défini au paragraphe précédent, certains dispositifs complémentaires ainsi que des dispositifs annexes nécessaires au bon fonctionnement de cet ensemble

*Article 3*

Les États membres accordent l'approbation C.E.E. de modèle et la vérification primitive C.E.E. aux compteurs volumétriques de type C.E.E.

Les États membres peuvent exiger que les compteurs volumétriques de liquides de type C.E.E. soient soumis à ces procédures de contrôle dans la mesure seulement où ils appliquent des procédures de contrôle correspondantes pour les compteurs de liquides analogues satisfaisant aux prescriptions techniques de source nationale.

*Article 4*

Lorsque des ensembles de mesurage de liquides dans lesquels sont incorporés des compteurs volumétriques de liquides de type C.E.E. font l'objet d'une vérification primitive de portée nationale, les erreurs maximales tolérées sont celles fixées au chapitre II de l'annexe.

*Article 5*

Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de dix-huit mois suivant sa notification et en informent immédiatement la Commission.

*Article 6*

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

---

<sup>(1)</sup> J O n° C 136 du 24 octobre 1969, p. 2.